L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 18 AOUT 1880. 53me Année

DUFOUR & LIMET, Propriétaires-Editeurs.

NOUVELLE-ORLEANS. MERCREDI 18 AOUT 1880.

Entered at the Post office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

POUR PRESIDENT :

WINFIELD SCOTT HANCOCK,

DE LA PENNSYLVANIE.

POUR VICE-PRESIDENT :

WILLIAM H. ENGLISH,

DE L'INDIANA.

Une idée du président Hayes.

M. Hayes, bien qu'il n'ait pas refusé de profiter de la fraude exécutée par la commission électorale à la majorité d'une voix, et bien qu'il reste soumis à cause de cela à toute la sévérité de l'histoire, n'en est pas moins un homme de sens pour tout ce qui n'est pas étroitement lié à la politique de son parti. Il a même eu le courage en certain cas de courir la chance de passer pour un traître aux yeux de ce parti plutôt que d'avoir recours au moyen dont son prédécesseur avait usé pour imposer à la Louisiane un gouvernement qui y était conspué comme illégitime. Ce n'est peut-être pas là un grand mérite, attendu que Grant lui-même n'aurait pas osé faire en 1877 ce qu'il avait fait en 1873 et en 1874.

Le temps de pareilles violences contre la souveraineté des Etats était passé et dans la visite que Grant nous a faite, il a eu soin de dire, ici et là, qu'il regrettait les mesures qu'il s'était cru obligé de prendre. C'était là une excuse de fort peu de valeur, et qu'ont bien voulu accepter ceux-là seuls qui faisaient encore le plan de quelques chateaux *en Espagne* à fonder sur la probabilité de la troisième présidence de Grant. Ces plans sont restés à l'état d'embryons dans la tête de ceux qui les avaient conçus, et les chateaux en Espagne ont été démolis par la convention de Chicago avant même qu'on eut commencé à les construire. Adieu, messieurs, les vendanges sont faites.

Le président Hayes n'a pas eu l'intention de continuer la politique violente de son prédécesseur ; nous pouvons même dire qu'il n'en a jamais eu l'idée. Sous tous autres rapports, il lui a été supérieur, et nous trouvons même que M. Hayes a développé un jugement et montré un tact que nous étions loin de lui attribuer, car sa candidature fut présentée comme celle d'un homme raisonnable, honnête, timide, prudent, mais dépourvu de ces facultés intellectuelles, propres à jeter quelque éclat sur une présidence. Quant à l'honnêteté, il ne l'avait pas ; car s'il est eu quelque droiture d'esprit, il n'eut jamais voulu entrer à la Maison Blanche par la porte que la commission électorale lui avait ouverte. Nous ne disons pas que beaucoup d'autres eussent refusé d'y entrer de cette manière, mais le fait est que cela ne s'était encore jamais vu, et que M. Hayes a été le premier à donner ce mauvais exemple. En conséquence, comme nous le disons plus haut, l'histoire fera un éternel procès à ce triste précédent et condamnera toujours la facilité avec laquelle M. Hayes adhéra à la fraude de son parti.

Mais si nous mettons de côté cette faute, nous devrions dire cette honte originelle, nous sommes obligé de convenir que l'administration de Hayes, prise dans son ensemble, a été modérée, circonspecte, prudente, et échappant à la critique pour tout ce qui ne se rattachait pas d'une manière étroite à la politique de son parti. Après avoir agi un instant comme s'il oubliait qu'il existait et qu'il lui dût l'honneur d'occuper le fauteuil de la présidence, M. Hayes s'est hâté de revenir à lui, mais il a mis dans ce retour un ménagement de ton et de formes qui ne lui ont pas valu, dans l'esprit de tous les républicains une réhabilitation complète. Un bon nombre ne lui pardonnera jamais de n'avoir pas voulu gouverner le Sud en pays conquis et lui attribuera toujours l'anéantissement total de la politique républicaine dans cette vaste section du domaine fédéral.

On a vu la preuve de cette profonde colère et de ce ressentiment haineux dans le dédain avec lequel la Convention de Chicago a traité les titres de M. Hayes à la confiance de son parti. Il n'a pas été question de lui un instant ; on ne s'est pas rappelé qu'il était président régnant, et quand il y avait une solide minorité de 308 voix pour le revenant Grant, il ne s'en est pas trouvé une seule pour murmurer le nom de Hayes. Puis Quand le gros du parti ne voulant pas absolument se raillier à la candidature de Grant a présenté celle de Garfield, le nom de Hayes a été également oublié et on ne lui a pas même fait l'honneur du compliment banal et usuel qui consiste à donner quelques votes au Président sortant, au Président qui pendant plus de trois ans avait distribué tant de places et des plus belles de la république.

Depuis longtemps les républicains s'étaient aperçus qu'ils avaient commis une erreur dans le choix de Hayes et que tout autre, pour eux, eut mieux valu que lui. Ils s'en sont aperçus de nouveau à propos d'un discours que Hayes a prononcé tout récemment à Columbus, Ohio, discours où il a fait assurément une suggestion très neuve et qui, selon nous, ne sent en rien le républicanisme, bien qu'un premier abord on pût croire que l'esprit de parti l'avait inspirée. M. Hayes a exprimé l'opinion de faire éduquer les enfants du sud aux frais du gouvernement national. Il ne paraît pas que l'idée ait été fort goûtée, mais pour ce qui nous concerne, nous ne la jugeons pas trop malheureuse. Après les immenses pertes que le sud a éprouvées par la conduite du nord envers lui, après l'abolition de l'esclavage sans indemnité aucune pour ceux qui jouissaient de cette [propriété très constitutionnelle, il ne serait que juste de faire contribuer tout le pays aux frais d'une éducation qui a tiered depuis l'émancipation par la nécessité imposée au sud d'élever les enfants noirs comme les enfants blancs, sans aucune différence d'enseignements ni de pratique.

On serait disposé à croire, avant d'y avoir réfléchi, que M. Hayes n'a vu en cela qu'une chose, l'avantage pour le parti républicain de faire au Sud des élèves qui, arrivés à l'âge de leur majorité, le favoriseraient de leurs suffrages dans les élections présidentielles. Mais un moment de réflexion suffit pour se convaincre que M. Hayes a dû faire cette suggestion de bonne foi et sans esprit de spéculation partiale. En effet, M. Hayes sait très bien que les fraudes électorales comme celles qui ont été faites à son profit ne sont pas toujours praticables et qu'il arrivera un moment où un démocrate présidera aux destinées de la République. M. Hayes qui, comme nous l'avons dit, n'est doué ni de prévoyance ni de finesse, doit savoir que ce moment est proche, que son successeur ne sera pas Garfield mais Hancock et que par conséquent ce sont les professeurs de Hancock et non ceux de Garfield qui élèveront les enfants du Sud, à disposer que sa suggestion fut bien accueillie par le Congrès; M. Hayes a dû peser cette considération et si, en dépit de cela, il a cru bon d'émettre son idée à tout hasard, c'est qu'il l'a conçue de bonne foi et sans couleur de spéculation politique ou de parti.

L'idée, en tout cas, n'est pas condamnable, et nous sommes disposé à croire qu'elle serait plutôt repoussée par le parti républicain que par le parti démocrate. D'ailleurs il n'y aurait pas de taxe à établir pour faire face à ces frais d'éducation nationale. On devrait les trouver dans la plus value du revenu des douanes, si le tarif était modifié. Toute l'Union, le Sud particulièrement, supporte le poids d'un régime presque prohibitif dans l'intérêt des fabriques du Nord. Le tarif rendrait beaucoup plus s'il était allégé. Ne serait-il pas juste que le Sud cessât enfin d'en être la victime ? Il est certain que la modification douanière donnerait un surcroit de revenu, amplement suffisant pour couvrir les frais de l'éducation des enfants du Sud.

L'enquête par un rapporteur.

Un des rapporteurs du *Democrat* s'étant rendu à la mairie pour avoir une entrevue avec le chef de la municipalité n'a éprouvé en cela aucune difficulté. Le maire Patton s'est livré à d'assez longues explications sur l'intérêt et le but du président de la Compagnie du Gaz et a conclu en disant qu'il n'était nullement surpris de sa dénonciation, mais qu'elle n'aurait de valeur qu'autant qu'une accusation formelle, accompagnée de preuves, serait portée contre le Conseil de ville et qu'il le mettait au défi de porter cette accusation.

Prenant congé du maire, le rapporteur s'est rendu auprès de M. Marks qui, sans préambule et sans circonlocution, a mis avec une extrême énergie les assertions de M. Jackson et a dit qu'il l'avait traité de menteur quand il est devant lui, avec un ton de menace, rappelant qu'il était membre de la direction de la compagnie des chemins de fer à l'époque où eût lieu la vente du privilége, et qu'il avait tourné le dos à son interlocuteur.

M. Behan a fait plus encore. Au premier mot prononcé sur cette affaire, par M. Jackson, et aussitôt qu'il eut compris où il voulait en venir, il le mit à la porte du cabinet qu'il occupe à l'hôtel de ville.

Ces trois entrevues terminées, le rapporteur du *Democrat*, chercha à en avoir une avec M. Jackson. S'étant donc transporté au domicile de la compagnie du gaz, il a trouvé le président qui a accepté comme siennes les paroles qu'on lui avait attribuées sur l'affaire du marché du chemin de fer, mais qui manque de preuves parce que s'étant aperçu que l'affaire devait être traitée d'une manière ténébreuse, il n'avait pas voulu en être. Il vendit donc ses actions et donna sa démission de directeur. Mais il n'en soutient pas moins tout ce qu'il a avancé, bien qu'il soit hors d'état d'en fournir la preuve.

M. Forstall, qui a son bureau dans la même salle, s'est approché alors du rapporteur et a fait une déclaration encore plus circonstancielle que celle du président et encore plus affirmative. Il a dit qu'il représentait dans le comité de la compagnie M. Briscoe qui était absent et que deux membres seulement furent chargés de mener cette affaire à bout. Il n'a pas plus de preuve à fournir que M. Jackson, mais comme lui il a acquis une certitude plus que morale qu'on a employé dans cette négociation des moyens illicites pour arriver au but. On a fait, a-t-il affirmé, usage d'une somme d'argent qui ne faisait pas partie du prix de l'adjudication.

Tel est le résultat de cette enquête. Il ressemble exactement à celui de l'enquête conventionnelle présidée par M. Lott. Les preuves manquent et c'est ce qui manque toujours. Mais nous nous étonnons qu'instruit par ce précédent le président de la Compagnie du Gaz n'ait pas compris qu'il valait mieux se taire que de se mettre ainsi en avant pour battre en retraite comme il vient de le faire sans obtenir la moindre satisfaction sur aucun point le concernant ou concernant la Compagnie dont il contrôle les intérêts.

Quand vous aurez besoin de chaussures allez à l'Etoile Rouge.

Nous avons le regret d'annoncer la mort de notre jeune sénateur, l'Hon. Onésime de Bouchel, à l'âge de trente-trois ans. M. de Bouchel était allé passer quelque temps à Brown's Wellee, Mississippi, dans l'espoir que ces eaux lui feraient recouvrer la santé. Cet espoir ne devait pas se réaliser et la mort l'a surpris justement là où il était allé chercher la vie. M. de Bouchel était d'un caractère libéral et d'un esprit aimable ce qui lui avait valu un grand nombre d'amis dans cette ville, et nous ne doutons pas que sa perte ne soit ici le sujet de très vifs regrets. On verra plus loin une annonce relative aux funérailles de M. de Bouchel auxquelles la milice et l'état-major du gouverneur sont priés d'assister.

Service transatlantique. — M. F. Tujague, qui est à New-York en ce moment, nous a adressé une dépêche ainsi conçue :

New-York, 16 août 1880.—La compagnie transatlantique annonce un service mensuel entre Marseille.... avec escales à la Nouvelle-Orléans et le Havre. Ce service commencera le 25 septembre.

Chemin d'Opelousas à Alexandrie.

Contrat pour la construction de cette ligne.

La compagnie Morgan vient de conclure avec MM. Rogers et Valentine un arrangement pour la construction de la voie ferrée entre Opelousas et Alexandrie, et ils procéderont à cette œuvre aussitôt qu'ils auront achevé le chemin de Vermillion à Opelousas. D'après les termes du contrat la ligne jusqu'à Washington, paroisse St Landry, devra être finie vers le 15 octobre, jusqu'à Holmesville vers janvier 1881, et jusqu'à Alexandrie vers avril de la même année.

Institut St. Louis.—Mme M. S. Farnet l'habile directrice de cette excellente institution pour les jeunes filles rue Dauphine No 275 annonce que la prochaine année scolaire commencera le premier lundi de septembre 1880. Mme Farnet ayant engagé pour la seconde fois les services du haut mérite et ayant fait de grandes réparations à son établissement est à même de procurer à ses jeunes élèves tous les avantages désirables.

Les grandes ventes de l'**Etoile Rouge** continuent avec un succès toujours croissant; les acheteurs de la ville et de la campagne trouvent dans ces ventes un bénéfice réel en se rendant pour faire leurs **Bills de chaussures à l'Etoile Rouge.**

Le comité du festival triennal de Birmingham a demandé à M. Charles Gounod un oratorio pour le festival de 1882.

L'auteur de *Faust* a promis un comité un oratorio *Rédemption*, dont il a écrit lui-même le poème français, et dont il a déjà commencé la musique.

Le poème sera traduit en anglais pour le festival de Birmingham.

M. Gounod se propose également de donner une œuvre inédite à la Société de musique d'Anvers.

Mlle Mée, la créatrice de l'*Ange de minuit* et du rôle de l'esclave dans les *Noces d'Attila*, quitte la France.

La cruelle Amérique nous l'enlève au prix d'un brillant engagement.

Nouvelles Télégraphiques.

La France et le Vatican.

Londres, 13 août.—D'après le correspondant du *Standard*, le nonce du pape à Paris a fait savoir au Vatican que le rappel de Mgr Desprez, archevêque de Toulouse, peut être considéré comme un fait accompli. Son successeur n'aura pas le titre d'ambassadeur et restera seulement à son poste tant que les circonstances l'exigeront, et jusqu'à la complète exécution des décrets contre les sociétés religieuses, après quoi le gouvernement français proposera une révision du concordat.

La France et l'Italie à Tunis.

Rome, 13 août.—Le *Diritto* prétend tenir de bonne source que le consul de France à Tunis exerce une pression sur le Bey dans le but de faire modifier le port de Tunis et d'obtenir la concession d'un chemin de fer qui neutraliserait les effets résultant de l'achat par la compagnie Rubattino, du chemin de fer de Tunis à la Goulette. Le *Diritto* ajoute : "Les actes du consul sont en désaccord avec les déclarations du gouvernement français et, à moins qu'ils ne soient désavoués, ils pardiraient leur caractère privé et affecteraient une grande importance."

Irlande.—L'affaire de Cork.

Londres, 13 août.—On télégraphie de Paris au *Standard* qu'une masse de terre est tombée et a écrasé deux maisons à Vieuxport, près de Poitiers. Dix corps ont été reconvrés et dix autres se trouvent, dit-on, sous les ruines. L'éboulement a aussi détruit de grands fours à chaux.

Catastrophe à Vieuxport.

Londres, 13 août.—Le *Standard*, commentant l'acte de piraterie commis dans la rade de Cork, dit : "Ce vol audacieux est attribué aux émissaires fenians qui sont arrivés des Etats-Unis en Irlande pendant ces derniers mois. La nouvelle a causé une vive inquiétude dans les régions officielles. M. William E. Forster, chef secrétaire pour l'Irlande, a dit hier à la chambre des communes que sixante individus avaient abordé le trois-mâts norvégien *Jane*, tenu en respect le capitaine et les officiers et emporté le quarante-sept fusils. Six hommes ont été arrêtés."

D'après des avis ultérieurs de Cork, une centaine d'hommes ont pris part au vol. Il y avait sept petites embarcations montées chacune par sept hommes. L'équipage du *Juno* a été enfermé dans le gaillard d'avant, et le capitaine et un douanier dans la cabine. Des sentinelles armées veillaient aux portes. Le capitaine Carlsen aurait tiré sur celle qui gardait la porte de la cabine sans les supplications de sa femme. On suppose qu'un des voleurs est tombé dans la cale, ce qui aurait brusquement arrêté les opérations de la bande. Une vingtaine d'hommes couvraient la retraite. Les six individus qui ont été arrêtés étaient cachés le long du chemin de Cork et faisaient partie évidemment de la bande des maraudeurs.

Un gardien du dock s'étant approché du navire pour voir ce que signifiait le bruit qu'il entendait, a été saisi par six hommes et l'un d'eux a menacé de le tuer s'il ne se tenait pas tranquille. Les douaniers qui se trouvaient sur le pont ont été traités de la même façon. Les maraudeurs ont dit aussi à l'équipage de ne pas bouger sans quoi il ferait connaissance avec leurs revolvers. Le capitaine a été forcé de livrer ses clefs aux pirates qui ont ensuite pillé le navire. Mais ils n'ont emporté que des fusils du vieux système. Les fils télégraphiques ayant été coupés par les voleurs, la nouvelle a été apportée à la police par un courrier.

Le capitaine du *Juno* a reçu une lettre portant la marque de la poste de Cork et dans laquelle les voleurs s'excusent de la peine qu'il lui ont donnée et déclarent que les fusils emportés n'étaient pas ceux qu'ils voulaient. Les pirates pensaient que c'étaient des fusils à aiguille et s'ils l'avaient été le capitaine aurait reçu le montant de leur valeur en une traite sur leurs amis de New York.

On savait qu'il y avait des armes à bord du trois mâts *Juno* dans le port de Cork. Tous les maraudeurs étaient armés de revolvers. Les six individus qui ont été arrêtés ont comparu hier devant un magistrat. Ils sont tous de Cork et n'ont pu donner un motif plausible de leur présence à Passage. Ils ont été écroués en attendant qu'ils passent en jugement. Le correspondant du *Times* à Cork dit : " Ce qu'il y a de plus remarquable dans cette affaire c'est que tandis que les bateaux s'éloignaient et se trouvaient encore en vue, aucune alarme n'a été donnée par le capitaine ni les douaniers à bord du navire. Au moment du vol la patrouille se tenait sur le chemin du dock, à vingt-trois yards seulement du navire, et la moindre alarme ne lui a pas été donnée. La police de Black-Rock, village situé entre Passage et Cork a pu deux canots remontant la rivière et contenant plusieurs personnes qu'elle a reconnues pour des habitants de Cork. Mais à ce moment elle ne connaissait pas encore l'histoire du vol.

Or à destination de New York.

Londres, 13 août.—Le steamer *Gellert*, parti mercredi de Hambourg, a emporté la somme de £275,000 en espèces pour New York.

Le *Standard* dit ce matin dans son article financier que les steamers partant du Havre cette semaine emporteront la somme de £320,000 en espèces.

Or à destination de Montréal.

Londres, 13 août.—On lit dans le *Daily News* : "La somme de £50,000 a été retirée hier de la Banque d'Angleterre pour être expédiée à Montréal."

Monténégrins et Albanais.

Constantinople, 13 août—Le conseil national de la Ligue albanaise a décidé de se soustraire à la domination musulmane. Les délégués-représentant la population albanaise et musulmane de Kazas. Prisrend, Spuz, Byncova, Scopia, Chalkandelien et Prestitza, avec tout le vilayet de Kossovo, sont le pachalic de Novi-bazar et toutes les villes de l'Albanie centrale, se sont déclarés pour l'indépendance complète. Il y a eu trois voix dissidentes—celles des délégués d'Ochrida, de Monastir, de Scutari. Ceux-là étaient d'avis de réserver un degré modifié d'autorité à la Porte. La révolte des Albanais est si complète que les villes de l'Albanie centrale ont refusé de prendre part au mouvement contre la Grèce.

La Porte a beaucoup de peine à régler la question monténégrine par suite de l'entêtement du sultan qui, sous la mauvaise influence de Said Pacha, refuse de céder Dulcigno au Montenegro.

Bulgarie et Macédoine.

Saint-Pétersbourg, 13 août.—Le Novoe Vremya publie une adresse des Bulgares macédoniens au prince de Bulgarie, exprimant le désir d'être réunis à la Bulgarie. Le prince a fait une réponse favorable.

Accourez à l'**Etoile Rouge** vous y dépenserez moins qu'ailleurs, tout en achetant des articles de première qualité.

Les journaux mexicains et la compagnie des vapeurs Alexandre et fils.—Depuis quelque temps les journaux mexicains, sans se soucier des intérêts commerciaux de leur pays, s'acharnent à vouloir démontrer que le ministre de la guerre a eu grand tort de signer le dernier contrat avec la Compagnie Alexandre, contrat qui a pour but d'augmenter le nombre des voyages et par conséquent d'étendre les opérations commerciales. Lors de son dernier voyage au Mexique, avec le général Grant, Monsieur Alexandre fit sentir l'utilité d'établir un nouveau service hebdomadaire entre New York, la Nouvelle-Orléans et les ports mexicains, par la majorité des commerçants des ports du Yucatan et Progreso, qui lui adressèrent une pétition signée par toutes les notabilités du commerce de ces ports. Le contrat fût signé par le gouvernement mexicain, et nous nous étonnons fort que les journaux du pays, au lieu d'approuver une semblable mesure, qui ne peut que resserrer les liens qui unissent les deux républiques, cessaient, au contraire, de démontrer que le gouvernement a eu tort de signer un pareil contrat ; est-ce parce que ce contrat a été approuvé par leur Président Porfirio Diaz ? Peut-être.

(*Correspondance américaine.*)

Pouvoir des nerfs.—Pas de gens souffrent autant de l'épuisement nerveux que les débiteurs de journaux. Le soin et le souci de publier un bon journal éprouvent rudement le sujet et les lecteurs ignorent combien de force réside en seul item cotés à celui qui l'écrit. Les éditeurs sont forcés souvent d'avoir recours à la toujours prise stimulant leurs facultés épuisées, mais à présent ils se servent de "nafa nervine" de Warner qui supplée à tout. Cette précieuse préparation agit comme calmant, rendant le repos aux nerfs et procurant le sommeil avec tout le rafraîchissement qui en est la conséquence.

Journaux et Revues.

Les journaux continuent à apprécier les élections de dimanche dernier. C'est une vraie aubaine par le temps qui court, où la politique chôme en l'absence des Chambres. Nous allons faire comme eux, sauf à chercher les aperçus nouveaux.

Quelques jours après, Bonaparte, accompagné de Joséphine Tascher de la Pagerie qu'il venait d'épouser, et de son frère aîné Joseph, amena à l'Institution de la rue de la Clef le jeune Jérôme.

Pendant son absence, il laissa à Barras, un des membres du Directoire, le soin de surveiller l'éducation de son frère. Il aurait pu choisir un meilleur guide.

Barras faisait souvent sortir Jérôme et le gardait plusieurs jours au Luxembourg. Le jeune homme ne voyait et n'apprenait là rien de bien moral ; tout au contraire, il n'était témoin que d'actions passablement scandaleuses, et il rentrait à l'institution, fatigué d'amusements et l'imagination tout occupée des plaisirs auxquels il avait pris part. Les études du futur roi de Westphalie allaient donc fort mal, et le chef de l'institution écrit vit à Barras la lettre suivante :

" Citoyen Directeur, quand le général Bonaparte m'a confié l'éducation de son jeune frère, il a voulu que j'en fisse un homme instruit et capable. Or, je dois vous dire que rien n'est plus contraire à ce but que la fréquentation de vos aides de camp. Veuillez donc me laisser entièrement maître de l'éducation du jeune Jérôme ou bien le retirer de chez moi.

" Salut et fraternité.

8.

Barras retira Jérôme de cette institution.

C'était en 1799. Bonaparte revenant d'Egypte apprit avec étonnement que son frère avait été placé dans une institution de Saint-Germain-en-Laye.

C'est vers cette époque que le jeune frère de Bonaparte entra dans la marine.

L'Inde, un embarras pour l'Angleterre.—On lit dans le *Times* :

C'est pour l'Inde que nous avons entrepris cette expédition lointaine de l'Afghanistan, qui nous a tant coûté et qui nous a rendus incapables de mettre dans nos forces à une autre tâche. Nous pouvons le dire en vérité : quoi qu'il arrive dans l'ancien monde, c'est à l'Inde que nous songeons tout d'abord.

Si la Russie fait un mouvement soit en Asie, soit en Europe, nous nous imaginons aussitôt que l'Inde est son objectif. Si l'Angleterre a donc annexé l'Inde, il n'en est pas moins vrai de dire que celle-ci s'est emparée de nous. Et, en retour, quels avantages nous offre-t-elle ? Ce que nous donnons est assez visible, nos moins que les sacrifices que cela nous coûte.

Le temps est venu de faire l'inventaire de notre position dans l'Inde, et de voir si elle mérite réellement tant de sacrifices. Supposons tout ce que nous avons donné et toute ce que nous étions prêt à donner, toute l'attention que nous lui avons consacrée et toutes les inquiétudes dont nous sommes tourmentés, la liste serait longue. Nous ne doutons pas que l'Inde ne vaille la peine qu'on la garde.

Nous pensons seulement qu'il faut changer de conduite vis-à-vis d'elle. Les ressources de l'Inde, convenablement mises en œuvre, devraient lui suffire plus que cela n'a été le cas jusqu'ici. Nous devons certainement lui fournir quelques secours, mais moins doit suffire. L'Inde est une partie considérable de notre empire, mais elle n'est le tout ni la partie la plus importante, quoique certes elle soit la plus exigeante.

—C'est ce moment psychologique étonnant que choisit Victor Hugo pour prononcer, à la distribution des prix de la Société pour l'instruction élémentaire, le discours que publie la *France*.

Le poète commence par nous prévenir qu'il ne fera entendre que " des paroles de conciliation." Ecoutons-le.

Nous sommes ennemis du massacre qui est dans la guerre, de l'échafaud qui est dans la pénalité, de l'enfer qui est dans le dogme ; mais notre haine ne va pas jusqu'aux hommes ; nous plaignons le soldat, nous plaignons le juge, nous plaignons le prêtre. Grâce au glorieux drapeau du 14 juillet, le soldat est désormais hors de notre inquiétude, car il est réservé aux seules guerres nationales ; le gouvernement pas au drapeau. Notre pitié reste sur le prêtre et sur le juge ; à ceux qui nous offrent la guerre, nous offrons la paix. Ils veulent obscurcir notre âme, nous voulons éclairer la leur. Toute notre revanche, c'est la lumière.

Il n'y a qu'un homme à plaindre ici, c'est Victor Hugo. Est-il possible qu'un homme de ce génie, l'auteur de tant d'œuvres qui nous apprit à croire et à aimer, ne s'aperçoive pas que ses paroles sont juste le contraire de la conciliation, sont la provocation la plus dangereuse à la vengeance et à la haine ? Il n'y a pas deux manières de les comprendre : elles signifient que le prêtre est un infâme menteur, dont l'unique tâche est d'abrutir le peuple. Quant au soldat il devient un assassin, si jamais il est appelé à maintenir l'ordre. Que Victor Hugo soit incapable de toucher à un cheveu du prêtre ou du soldat, ce n'est pas douteux. Mais la foule qui le lit, et qu'il passionne.

[*Figaro.*]

REVUE COMMERCIALE
—ET—
FINANCIÈRE ANNUELLE,

Nous publierons dans notre numéro du MERCREDI, 1er septembre, la revue des marchés de la Nouvelle-Orléans pendant l'année commerciale 1879-80 qui doit clôre le 31 août. Nous nous efforcerons de présenter à nos lecteurs une revue aussi complète que possible. A ce numéro, il y aura un supplément qui nous mettra à même de publier divers articles politiques, commerciaux, financiers et autres d'un intérêt attachant au point de vue de l'actualité. La parfaite salubrité de la ville nous donne lieu d'espérer que la saison des affaires ne sera pas tardive comme elle l'a été dans le passé ; et c'est pour les négociants dont la publicité des journaux est nécessaire à l'extension des affaires, une précieuse occasion de mettre à profit les avantages qu'offre ce numéro du 1er septembre, plus répandu en ville, dans les campagnes et dans les Etats voisins, qu'aucun autre numéro de l'année.

Nous prions ceux de nos patrons qui ont des annonces à faire insérer dans ce numéro ou qui désirent un certain nombre d'exemplaires de ce dernier, de nous faire part de leurs désire le plus tôt qu'il leur sera possible afin que nous soyons en mesure de les satisfaire.

Nous pouvons annoncer avec certitude que le tirage de ce numéro sera exceptionnellement fort, et c'est dire, croyons-nous, que les annonces qu'il renfermera recevront une grande publicité.

Il est encore arrivé par le steamship New Orleans une grande quantité de souliers au tous genres et à tous prix, tous consignés à l'**Etoile Rouge,**

La société qui a existé jusqu'ici, entre les soussignés, sous la raison de J. B. SOLARI & SONS, est dissoute, aujourd'hui, d'un consentement mutuel. M. John B. Solari ayant vendu son intérêt à ses deux associés et s'étant retiré de la maison.

J. B. SOLARI,
ANGELO M. SOLARI,
JOSEPH SOLARI.

Les soussignés ont ce jour, formé une société sous la raison de A. M. et J. SOLARI, et continueront, à l'ancien local, à l'encoignure des rues Royale et Dauzat, le commerce de commissions de l'ancienne maison, dont ils assument tout le passif.

ANGELO M. SOLARI,
JOSEPH SOLARI.

En me retirant des affaires je remercie le public de patronage libéral dont il a entouré mon honoré l'ancienne maison de J. B. SOLARI & SONS, et j'espère qu'il le continuera à mes fils et successeurs, MM. A. M. et J. Solari.

18 août—1m PF J. B. SOLARI.

AVIS.

LA personne qui aurait trouvé, rue Claiborne ou rue du Canal, un CORSAGE DE MOIRE est priée de le déposer au bureau de l'ASSILE.

18 août—2f.

A Louer.

LA MAISON à deux étages située au No 97 de la rue Chartier, entre celles Bourbon et Dauphine Pour plus amples informations s'adresser aux No 94 dudit rue de l'Esplande ou au No 72 de la rue de Chartres.

18 août—1f 2f.

Décédé lundi soir 16 août 1880, à Brown's Wells, Mississippi, L'HON ONEZIME DEBOUCHEL, à l'âge de 33 ans. Les amis et les connaissances des familles Debouchel et Crook, la milice et l'Etat major du Gouverneur, sont respectueusement invités à assister aux funérailles qui auront lieu ce soir. Le convoi partira, à cinq heures, de la rue Claiborne Nord, No 482 où le corps est exposé.

Décédée hier à 2.45 de l'après midi, à l'âge de 30 ans et 6 jours, Dame C. M. SCHNEIDAU, née CLAIRE GRAPIN. Les amis et connaissances sont priés d'assister à ses funérailles qui auront lieu cet après-midi à 4 1/2 heures. Le convoi funèbre partira de sa dernière résidence rue Esplanade No 172, entre Tremé et St Claude.

SERVICE FUNEBRE.

Un service funèbre sera célébré à l'église de St. Antoine de Padoue, coin des rues Bamparte et Gentil, VENDREDI prochain, 20 août, à sept heures et demie du matin, pour le repos de l'âme du feue BERTHE RUTY, épouse de C. W. SAVIN. Les parents amis et connaissances de la famille sont respectueusement invités à y assister.

De la part de sa mère et de son époux.

18août—2f

INSTITUT ST-LOUIS
POUR JEUNES FILLES,
DIRIGÉ PAR Mme M. S. FARNET,
No 275 rue Dauphine, Nlle Orléans.

LA prochaine session commence le premier lundi de septembre 1880. Mme Farnet a fait choix des meilleurs professeurs pour la seconder. L'établissement, réparé de fond en comble, offre maintenant aux élèves tout le confort désirable.

15août—3m

Importation directe de Cigares de la Havane et de Feuilles de Tabac.

UN riche assortiment de cigares de la Havane d'importation récente, comprenant les marques les plus célèbres telles que La Exposicion, Partagas et Regalia aussi une grande quantité de feuilles fines de la Havane en entrepôt ou droits payés à vendre par

L. FAGET,
Successeur de F. MAGON,
150 RUE DE LA COMMUNE.
15 août—1m DMcV

LA CONFIANCE,
de PARIS, France.

Compagnie d'Assurance contre l'Incendie.

Total de l'actif de la Compagnie au 31 décembre 1879

Fcs. 39 474 311 10 — $7.895.002 22

—Succursales aux Etats-Unis— A

Actif aux Etats-Unis avec les accumulations depuis le 1er Janvier 1880.

En Bonds à 4 0/0 plus de - - - $600,000 00

Pertes réglées à la Nouvelle-Orléans.

CONDITIONS LIBÉRALES.

Nous émettons des Polices sur propriétés à des conditions extrêmement avantageuses.

Polices pour 3 ou 5 ans, pour la prime de 2 ou 3 ans.

DÉPARTEMENT DU SUD.

COLOMB, RAIMONDY & CO.,
Agents généraux
120 rue Compagne.
(Bâtisse de la Banque Nationale de la Louisiane.)
10 août—15f.

L. O. TESSIER, HY J. MONTAGNET,
Nlle Orléans. Nlle Orléans.
JOS. S. WILLIAMS, Pittsburg.

Grand Lake Coal
COMPANY
DESFORGES,
MONTAGNET & CO.,
Marchands en gros et en détail de Charbon
Pittsburg, Anthracite et Cannel.

Bateaux à vapeur. Fabriques. Presses. Planteurs. Familles approvisionnés aux prix les plus réduits du marché.

CHARBON en sac, pour expédition.

Chantiers { 1er, rue Levée, entre Port et St. Ferdinand.
2ème, rue Levée, vis à vis la rue Mandeville.
3ème, rue Levée, entre Henderson et Roffo.

AGENTS POUR LE
BAYOU GABA COAL DEPOT
BUREAU
Coin des rues Gravier et Carondelet
Nlle Orléans, Louisiane.

N. B.—Le bureau de M. Montagnet, rue Carondelet, No 6, restant ouvert jusqu'au 1er octobre prochain, les ordres y seront reçus.

1er août—3m

O. DROUET,
NOTAIRE PUBLIC.
Nos. 111 & 113 Passage de la Bourse,
entre St. Louis et Conti.
15août—3m

AMEDEE COUTURIE,
39 - - - rue Decatur - - - 39
En débarquement du navire FLORA de Bordeaux et Sir ROBINIA, de Liverpool.

1 barrique vin rouge P F.
200 Caisses Cerises à l'eau-de-vie.
125 " Fruits à l'eau-de-vie assortis.
50 " Vieux Cognac, "Fine Champagne".
5 Pots Cognac "Saint Richard" 1805.
15 " Genièvre de Hollande, "Steamboat".
30 " Sherry "Gordon".
A vendre par
AMÉDÉE COUTURIÉ,
39 rue Decatur.
15 août—3f

FÉBRIFUGE INDIEN
Du Dr CHARLES DELÉRY,

REMÈDE préventif et curatif sûr, dans toutes les fièvres paludéennes. Dans les cas les plus graves de fièvres Rémittentes, Intermittentes accompagnées de frissons. Il agit comme un charme surtout dans le cas où le sulfate de quinine n'est montre inefficace.

Ce Bitter agit en outre comme tonique et apéritif à la fois.

Dépôt général en ville, MM PAUL GELPI & BRO. 37 rue Décatur, et à toute en vente dans les principales pharmacies. FINLAY & CO. 35 rue Magazin ; J. L. LYONS, 44 du Camp ; A. CARRUTHE, 39 rue de Chartres ; F. FREDERICKSON, 139 rue du Canal.

E. MILLERY, Propriétaire,
15 août— 1m Baie St Louis, Miss.

On demande

A louer dans la partie inférieure du 2nd ou 3ème arrondissement du Sud District, une résidence avec ou sans meubles appartenant à dans la bâtisse principale, d'un loyer n'excédant pas quarante piastres par mois.

Locataire responsable et loyer payé d'avance si on l'exige.

Adresser description de la propriété à la Poste, Boîte No 1649.

15août—7f

CHAMPAGNE !
Vins de qualité supérieure de la maison
Renoché fils & Co.,
A Marcuil-sur-Ay.
DRY VERZENAY Napoléon's Cab't.
Médium, sec, qualité spéciale.
En bouteilles, 1/2 bouteilles, 1/4 bouteilles.
A vendre par E. J. HART & CO.,
Agents pour la Louisiane,
73, 75, 77, 79 rue Tchoupitoulas.

EAUX DE VICHY.

Célestins en Monstervie.—Pour la goutte, les rhumatismes, les maladies des reins et de la vessie, &c.

Grande Grille.—Maladies d'estomac, &c.

Hôpital.—Maladies de l'estomac, &c.

L'eau des Célestins est spécialement recommandée comme eau de table à cause de ses propriétés digestives et de son goût agréable.

EAU DE PRIMROSE ALL
(Mister Whiter)

Recommandée par les médecins les plus distingués contre les migraines, les maux d'estomac, les dévoyements de marais, &c.

En vente chez les principaux épiciers, les droguistes, pharmaciens, &c.

E. J. HART & CO.,
Agents pour la Nlle-Orléans,
73, 75, 77, 79 rue Tchoupitoulas.
2 avril—1an D Mcv

Académie des Saints-Anges
Sous la direction des Sœurs Marianites de Sainte-Croix
A LA NLLE ORLÉANS.

Enseignement des rues Bemparts et Congrès, 3me District.

CONDITIONS :

Pour les élèves nouvellement admises le premier terme se règle du jour de leur entrée.

Le prix principal de la pension et de l'instruction en français et en anglais, est par trimestre de $54 00. Celui de la demi-pension de $27 00.

Les frais d'entrée à verser pour la première année seulement, sont pour la pension de $10 00 Les frais accessoires se réglant comme il suit par trimestre

Blanchissage	$ 9 00
Salon pendant 1 cté	2 00
Fournitures de bureau	1 50
Langue allemande	12 00
Musique vocale	9 00
Piano leçons et instrument	24 00